

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

Brochure n° 3258

**Convention collective nationale**

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

**ACCORD DU 27 NOVEMBRE 2008**  
**RELATIF AUX PRIMES CONVENTIONNELLES ET D'OUTILLAGE**  
**POUR L'ANNÉE 2009**  
**(LIMOUSIN)**  
**NOR : ASET0950037M**  
**IDCC : 1596, 1597**

---

Entre :

La fédération du bâtiment de la région Limousin ;  
La CAPEB de la région Limousin ;  
La fédération régionale des SCOP du bâtiment du Limousin,  
D'une part, et  
L'union régionale CFTC du bâtiment de la région Limousin ;  
La CGT-FO bâtiment de la région Limousin ;  
La CFE-CGC bâtiment de la région Limousin,  
D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article 1.31 de la convention collective nationale des ouvriers du bâtiment, en date du 8 octobre 1990, les montants des primes conventionnelles, pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, applicables dans la région Limousin, sont modifiés ainsi qu'il suit :

L'exercice normal du métier ne peut donner lieu à l'attribution d'aucune prime particulière.

Seuls les travaux occasionnels, tels que définis ci-dessous, présentant des conditions d'insalubrité, de pénibilité ou de nuisance particulières seront indemnisés aux taux prévus.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009

#### **1. Travaux de fumisterie**

*a)* Travaux occasionnels de ramonage : 0,68 € de l'heure.

*b)* Travaux occasionnels de démontage ou piquage de chaudière, travaux effectués dans les foyers occasionnels, foyers, conduits et gaines de cheminées : 0,68 € de l'heure.

#### **2. Travaux en hauteur, dans l'eau, au marteau-piqueur**

*a)* Montage et démontage occasionnels d'échafaudages volants, d'échafaudages de pied, de grues, de sapines à une hauteur supérieure à 10 mètres au bord du vide, mesurés à partir de la surface de réception ou, à défaut, du sol : 1,39 € de l'heure.

*b)* Travaux occasionnels sur échafaudages volants ou nacelles : 0,68 € de l'heure.

*c)* Travaux occasionnels à la corde à nœuds : 1,04 € de l'heure.

*d)* Travaux occasionnels sans échafaudages à plus de 10 mètres au bord du vide, mesurés à partir de la surface de réception ou, à défaut, du sol : 0,68 € de l'heure.

*e)* Travaux occasionnels dans plus de 10 cm d'eau : 0,68 € de l'heure.

*f)* Utilisation pendant plus de 1 heure d'un marteau-piqueur ou d'un brise-béton : 1,04 € de l'heure.

#### **3. Pénibilité due aux conditions d'insalubrité, d'ambiance ou de nuisance**

*a)* Utilisation occasionnelle pendant une durée supérieure à 4 heures de produits soumis à la législation fixant les conditions d'emballage ou d'étiquetage des substances et préparations dangereuses : 0,68 € de l'heure.

*b)* Utilisation occasionnelle pendant une durée supérieure à 4 heures de matières caustiques, irritantes ou corrosives : 0,68 € de l'heure.

c) Travaux effectués pendant une durée supérieure à 4 heures dans des vapeurs d'acide : 0,68 € de l'heure.

d) Travaux pendant une durée supérieure à 4 heures dans des fosses d'aisances après vidange : 0,68 € de l'heure.

e) Travaux pendant une durée supérieure à 4 heures dans des puits ou fouilles en tranchées dont le diamètre est inférieur à 2 mètres et la profondeur supérieure à 8 mètres : 0,68 € de l'heure.

f) Travaux pendant une durée supérieure à 4 heures dans des locaux où la température à l'intérieur ou bien est supérieure à 45 degrés ou bien est supérieure à 35 degrés et accuse une différence de 20 degrés par rapport à la température extérieure : 0,68 € de l'heure.

g) Travaux exécutés avec port de casque et lance thermique : 0,68 € de l'heure.

h) Travaux de projection de béton à la lance : 0,68 € de l'heure.

i) Travaux de carottage et sciage de béton : 0,68 € de l'heure.

## **Article 2**

En ce qui concerne la prime d'outillage, l'assiette forfaitaire horaire est fixée à 9,87 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

## **Article 3**

Les présentes dispositions entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et feront l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

Fait à Limoges, le 27 novembre 2008.

(Suivent les signatures.)